

Les subsides

Si l'on estime qu'il ne faut rien vendre, c'est une autre histoire. Nous avons tenu, ici-même, un débat sur l'industrie nucléaire. Ce secteur ne relevait pas de moi à l'époque, mais le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) se souvient que nous avons eu une discussion très animée sur les garanties que le Canada devrait exiger. Nous avons joué le rôle de chef de file dans le domaine nucléaire et sur le plan de la non-prolifération. Nous devrions poursuivre dans cette voie. Si quelqu'un a des suggestions à faire, nous l'écouterons avec plaisir.

Pour en revenir à ce que j'ai dit, la question nucléaire n'a pas posé de problèmes majeurs depuis 17 mois. C'est la première fois que je participe à un débat sur ce sujet à la Chambre ou en comité. Je pense que la proposition du député de Regina-Est va beaucoup trop loin. Les néo-démocrates n'ont pas le sens des réalités. Ils veulent simplement retourner 40 ans en arrière et oublier que l'énergie nucléaire existe. Comme l'a dit le député de Bruce-Grey, le génie est sorti de la lampe et il faut s'y résigner. Nous devons le faire de façon rationnelle.

Cela pose certains problèmes. Je ne le nie pas. Les déchets radioactifs sont toujours encombrants. Cela pose toujours un problème de sécurité. Personnellement, certains incidents récents me préoccupent beaucoup. Personne ne voulait de ces déversements. Je suis sûr que ni l'industrie ni le gouvernement néo-démocrate qui a accordé un permis d'exploitation à la mine ne souhaitait pareille chose. Lorsqu'on a établi les plans de production de la mine de Key Lake, la Commission de contrôle de l'énergie atomique a demandé à les voir et les a trouvés satisfaisants après les avoir examinés. Apparemment, il y a eu une erreur humaine. Néanmoins, il ne faudrait pas exagérer et faire trop peur aux gens en exagérant la quantité d'eau polluée qui s'est échappée. Tout sera récupéré et filtré et cela ne causera pas de dommage permanent. Nous travaillons de concert avec le gouvernement provincial, la compagnie et les organismes fédéraux compétents pour veiller à ce que l'eau polluée soit purifiée afin de protéger l'environnement.

Il ne faudrait pas exagérer. La quantité d'uranium présente dans cette eau est minime. A ce qu'on m'a dit, il arrive parfois que des quantités d'uranium plus importantes se trouvent dans l'eau à l'état naturel. C'est néanmoins un incident regrettable. Il faudrait l'éviter. Tant que des êtres humains travailleront dans des usines, nous ne pourrons jamais être sûrs de tout à 100 p. 100. Néanmoins, je pense qu'il y a moyen de prendre des précautions.

La question est de savoir si nous devons avoir ou non une industrie nucléaire au Canada et un réacteur Candu en activité. Nous avons décidé de mettre cette forme d'énergie en valeur il y a déjà longtemps. Au cours des années nous avons investi beaucoup d'argent pour être à l'avant-garde de la technologie dans ce domaine. A l'heure actuelle, l'énergie nucléaire joue un rôle capital dans de nombreux pays du monde. En France, des centrales nucléaires produisent ou produiront plus de 50 p. 100 de l'électricité. En Finlande, en Suède, en Belgique et en Suisse, l'énergie nucléaire répond à plus de 30 p. 100 des besoins d'énergie. Des pays comme le Japon, l'Allemagne, les États-Unis et le Royaume-Uni davantage de l'énergie

nucléaire plus que le Canada. Le tiers de l'électricité produit en Ontario est d'origine nucléaire. Ce pourcentage augmentera. Il s'agit là d'une industrie qui existe bel et bien et qui emploie 36,000 personnes.

Nous sommes actuellement à la croisée des chemins et c'est une décision fort difficile à prendre. La demande a légèrement ralenti grâce aux programmes d'économie d'énergie. A ce propos, nous avons consacré à peu près un demi-milliard de dollars à des projets de toutes sortes. L'énergie solaire ne constitue pas la solution de l'avenir. Je ne pense pas qu'elle nous permette jamais de résoudre nos problèmes d'énergie. Nous avons aidé cette industrie. Il existe une demande et un certain marché pour cette forme d'énergie. Néanmoins, certains pays sont mieux placés que nous pour l'exploiter. Nous avons beaucoup plus de jours de pluie que le Mexique. De nombreux pays, qui ont 250 jours de soleil par an, ne peuvent pas se contenter de l'énergie solaire. Par conséquent, cette forme d'énergie ne permettra pas nécessairement de régler tous nos problèmes.

Il existe également d'autres formes d'énergie utilisable. On a parlé de l'hydrogène. Nous y voyons. Vendredi, le Conseil national de recherches a annoncé l'implantation d'un laboratoire électrochimique, le premier en son genre. Il sera construit dans la vallée de la rivière Saint-Maurice grâce aux fonds qui étaient destinés à l'origine à l'usine d'eau lourde de La Prade mais qui, depuis sa fermeture, ont été réaffectés à l'ensemble de cette région. Avec le nouveau laboratoire dont l'ouverture a été annoncée vendredi, l'argent servira comme prévu à une nouvelle forme d'énergie.

M. Gurbin: Le laboratoire sera-t-il dans votre circonscription?

M. Chrétien: Oui. Et c'est logique puisqu'il se faisait de l'électrochimie à Shawinigan bien avant ma naissance. Mon père a travaillé au premier barrage et à la première centrale hydroélectrique au Canada dans les années 1890, dans ma ville natale de Shawinigan. Les citoyens de l'endroit en sont très heureux.

Nous devons nous efforcer de trouver une solution. Le député de Bruce-Grey a posé quelques bonnes questions. Que faut-il faire à propos de l'énergie atomique? Devons-nous poursuivre nos initiatives? Devons-nous vendre d'autres réacteurs Candu ou nous arrêter? A mon avis, nous devrions poursuivre. Bien entendu, tout ne va pas sans difficultés. Les réacteurs Candu nous coûtent beaucoup plus cher à produire que les systèmes américain, allemand ou français. La concurrence se fait de plus en plus vive. Par contre, le Candu est bien moins cher à exploiter que les autres réacteurs. Évidemment, nous refuserions de vendre à des pays qui n'accepteraient pas de signer un traité de non-prolifération. La situation s'est déjà présentée et j'ai répondu à ces pays que tant qu'ils ne signeraient pas, nous ne parlerions pas affaires. Il nous faut cette certitude. La demande étant ce qu'elle est, le député a raison de dire que ce secteur rétrécirait si nous n'avions que le marché canadien. C'est pourquoi nous négocions actuellement avec divers pays la vente de notre réacteur Candu.